

| Revenus

📍 État des lieux

Le **niveau de vie médian vaut 1 771 euros mensuels** pour une personne seule après impôts et prestations sociales (donnée 2018). Il partage la population en deux : la moitié touche moins, la moitié davantage. Selon les définitions qu'utilise l'Observatoire des inégalités, une personne est considérée comme **pauvre quand elle vit avec moins de 885 euros par mois**, soit la moitié du niveau de vie médian. En moyenne, les Français les 10 % les plus pauvres ont un niveau de vie égal à 715 euros par mois.

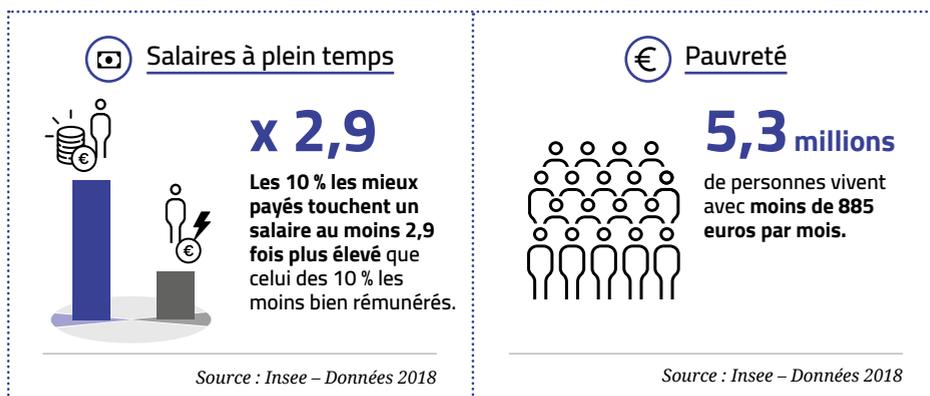
On est **riche à partir de 3 542 euros par mois**, le double du niveau de vie médian. Le niveau de vie moyen des 10 % les plus riches est de 5 090 euros mensuels.

Les **10 % du haut de l'échelle des revenus touchent en moyenne 7,1 fois ce que touchent les 10 % du bas**, après impôts et prestations sociales. **Chaque mois, ils gagnent en moyenne 4 375 euros de plus** que les 10 % les plus modestes, soit l'équivalent de 3,5 smic en plus.

Les 20 % les plus aisés épargnent en moyenne 28 % de leurs revenus (contre 3 % pour les 20 % les plus modestes). Le montant de leur épargne annuelle (15 930 euros par personne) dépasse le montant de l'ensemble des revenus d'une personne du cinquième le plus modeste de la population.

À eux seuls, **les 10 % les plus fortunés possèdent 46,4 % de l'ensemble du patrimoine des ménages**. Le patrimoine médian des ouvriers non qualifiés (la moitié possède moins, l'autre moitié plus) est de 12 300 euros, endettement déduit. Chez les cadres supérieurs retraités, il est de 397 000 euros, soit 32 fois plus. Des fortunes immenses s'accumulent au sein d'une poignée de familles : celle de Bernard Arnault, patron de LVMH, possède, par exemple, un patrimoine équivalent à la valeur de l'ensemble des logements de Toulouse.

👁 Ce qu'il faut retenir



+ Les tendances

↓ Inégalité en baisse

○ Inégalité stable

↗ Inégalité en hausse

Niveau de vie



L'écart entre le niveau de vie moyen des 10 % les plus riches et celui des 10 % les plus pauvres est au même niveau en 2018 qu'en 2008, dix ans plus tôt. En 20 ans, entre 1998 et 2018, il a augmenté de 9 367 euros annuels.

Pauvreté



Le taux de pauvreté a augmenté de 7,7 % en 2009 à 8,2 % en 2019 (donnée provisoire), soit une hausse de 0,5 point en dix ans, ce qui représente près de 500 000 personnes supplémentaires.

Pauvreté des jeunes adultes



Le taux de pauvreté des 18-29 ans est passé de 8,2 % en 2002 à 12,5 % en 2018, une progression de plus de 50 %. Les jeunes adultes constituent la tranche d'âge où le risque d'être pauvre est le plus grand, et pour qui la situation s'est le plus dégradée en quinze ans.

Source : Insee, calculs de l'Observatoire des inégalités.

↖ Et demain ?

Les plus touchés en termes de revenus par les conséquences de la crise sanitaire sont les jeunes actifs qui ont perdu un contrat précaire et n'avaient pas assez cotisé pour avoir droit à des indemnités chômage. Au moment où ce document est achevé d'imprimer, il reste difficile d'estimer l'extension de la pauvreté et l'augmentation des inégalités car les personnes qui ont subi des pertes de revenus dues à la baisse ou à l'arrêt de leur activité appartiennent aux catégories défavorisées, mais aussi aux classes moyennes.

Au cours de l'année 2020, les plus riches, empêchés de voyager et de consommer, ont épargné encore plus qu'en temps normal. Que feront-ils de cette épargne ? Sera-t-elle mise à contribution pour aider ceux qui en ont le plus besoin ou leur servira-t-elle à accumuler encore plus et transmettre un patrimoine à leurs descendants ?

I Éducation

📍 État des lieux

Le niveau de diplôme de la population est très inégal. 23 % des plus de 25 ans n'ont aucun diplôme ou seulement un certificat d'études. À l'autre bout de l'échelle sociale, les diplômés de niveau bac + 3 ou plus représentent 20 % de la population. La part de personnes sans diplôme est plus faible dans les jeunes générations récemment sorties de l'école, mais près d'un tiers des 25-29 ans a au mieux un CAP ou un BEP en poche.

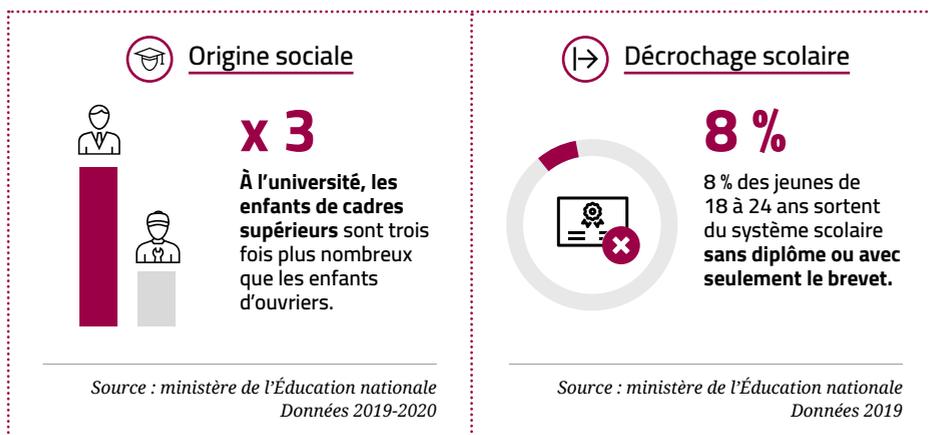
Dès la fin du collège, les parcours scolaires et l'orientation des élèves divergent et sont largement liés à leur appartenance sociale. Alors que les enfants d'ouvriers représentent 24 % des élèves au collège, ils sont 34 % parmi les élèves en baccalauréat professionnel, mais seulement 16 % en première et terminale générales. Les enfants de cadres supérieurs sont un tout petit peu moins nombreux au collège (23 %), mais ils sont rares en bac pro (8 %) et bien plus présents en première et terminale générales (35 %).

Les étudiants originaires de milieux populaires sont sous-représentés à l'université. 12 % des étudiants en licence ont des parents ouvriers. Les enfants d'ouvriers ne représentent que 8,5 % des étudiants en master et 5,9 % en doctorat. À ce niveau d'études, l'université opère pratiquement le même tri social que les grandes écoles.

Le système des grandes écoles est, quant à lui, élitiste dès l'entrée en classe préparatoire : seuls 7 % des élèves de prépa ont des parents ouvriers. Après le concours d'entrée, leur part passe à 5 % dans les écoles d'ingénieurs, 4 % à l'ENA et elle est même nulle à Polytechnique.

Dans le système éducatif, les filles ont dépassé les garçons. Sur les bancs de l'université, on compte six étudiantes pour quatre étudiants. Deux tiers des étudiants en médecine et pharmacie sont des femmes. Mais la féminisation de certaines filières est très lente, en particulier dans les formations d'ingénieurs où la proportion est inverse : les femmes composent moins d'un tiers des élèves.

👁 Ce qu'il faut retenir



+ Les tendances

↘ Inégalité en baisse

⊞ Inégalité stable

↗ Inégalité en hausse

Durée de scolarité



8,4 années de scolarité séparent les 10 % qui quittent le système scolaire le plus tôt et les 10 % qui le quittent le plus tard (données 2017-2018). En douze ans, cet écart est resté stable (+ 0,2 année par rapport à 2005-2006). Sur trente ans (depuis 1985-1986), il a augmenté de deux années.

Enseignement supérieur



65 % des élèves de grandes écoles sont d'origine très favorisée contre seulement 8 % d'origine défavorisée. Ces chiffres sont parfaitement stables depuis dix ans.

Filles/Garçons



La part des femmes en formation d'ingénieurs est passée de 22 % en 2000-2001 à 28 % en 2019-2020, soit une progression de six points en 19 ans.

Sources : ministère de l'Éducation nationale, ministère de l'Enseignement supérieur.

➤ Et demain ?

L'impact de la crise sanitaire sur les inégalités de scolarité est particulièrement complexe à déterminer. Les plus pénalisés par les périodes de confinement sont sans aucune doute les enfants des familles les moins diplômées. La capacité des jeunes à rattraper un retard est rapide, mais certains risquent de décrocher. Les jeunes en formation professionnelle ou en études supérieures ont aussi subi la baisse du nombre de stages, d'autant plus difficiles à obtenir que l'on ne dispose pas d'un réseau social développé.

Au-delà de la situation actuelle, on peut penser que dans les années à venir les filles vont continuer à investir certaines filières dites « masculines », même si le processus est lent. En matière d'inégalités sociales, aucun parti politique, ni à droite, ni à gauche, ne propose de réformer un système éducatif très concurrentiel, qui favorise les mieux dotés au départ. Conséquence : il ne devrait guère y avoir d'évolution en la matière dans les années qui viennent.

| Travail

✦ État des lieux

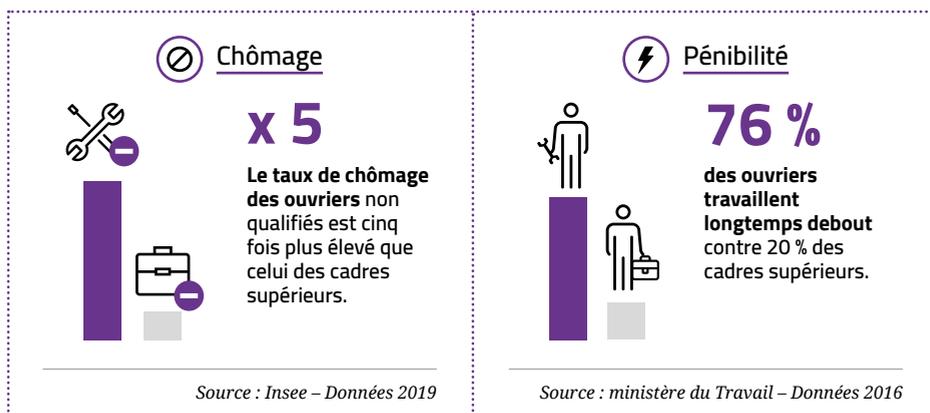
Déjà, avant le début de la crise sanitaire, le mal-emploi (chômage, CDD et intérim) était très inégal. Le taux de chômage des ouvriers non qualifiés est cinq fois plus élevé (17,7 %) que celui des cadres supérieurs (3,5 %), selon les dernières données disponibles (Insee, 2019). Le diplôme constitue la fracture la plus grave. 15,8 % des non-diplômés sont au chômage. Ce taux est divisé par trois pour les détenteurs d'un bac + 2.

Chez les jeunes, l'absence de diplôme est encore plus handicapante : 28 % des actifs de moins de 30 ans qui n'ont que le brevet en poche cherchent un emploi. Lorsqu'ils travaillent, les jeunes sont de plus en plus souvent, et longtemps, en CDD ou intérim : chez les moins de 25 ans, plus d'un sur deux est en contrat précaire.

Les immigrés sont également en situation défavorable sur le marché du travail. Souvent moins diplômés, ils sont aussi victimes de discriminations à l'embauche, y compris de l'interdiction légale d'exercer certaines professions, appliquée aux personnes nées hors de l'Union européenne. 16 % des immigrés nés hors de l'Union européenne sont au chômage, deux fois plus que les Français nés en France. Lorsqu'ils travaillent, 59 % des immigrés sont à des postes d'employés ou d'ouvriers, contre 46 % des non-immigrés.

Les inégalités en matière de pénibilité physique du travail sont immenses, avec des conséquences souvent durables et graves sur la santé. Plus de 60 % des ouvriers ont un travail pénible physiquement, dix fois plus que les cadres supérieurs. Plus de 65 % des ouvriers respirent des fumées ou des poussières (contre moins de 10 % des cadres), et plus d'un sur deux travaille au contact de produits dangereux. Un ouvrier sur six est victime d'au moins un accident du travail chaque année, un risque quatre fois plus élevé que chez les cadres supérieurs.

👁 Ce qu'il faut retenir



+ Les tendances

↘ Inégalité en baisse

= Inégalité stable

↗ Inégalité en hausse

Jeunes précaires



52,7 % des jeunes de 15 à 24 ans qui travaillent ont un contrat précaire en 2019, soit 5,7 points de plus qu'en 2009.

Produits dangereux



29 % des salariés travaillent au contact de produits dangereux en 2016. La proportion était de 28 % onze ans plus tôt.

Travail répétitif



42 % des salariés déclarent que leur travail est répétitif en 2016, soit 14,3 points de plus qu'en 2005.

Sources : Insee, ministère du Travail.

➔ Et demain ?

Les indicateurs du mal-emploi sont bouleversés par la crise sanitaire. Il est très difficile de tirer un bilan pour l'année 2020, et plus encore de repérer les effets de long terme du ralentissement économique en la matière. Au moment où nous achevons ce document, les phénomènes les plus massifs restent invisibles dans les chiffres du chômage.

L'amélioration de la situation de l'emploi est directement liée à la maîtrise de l'épidémie. Rien n'indique que l'on se dirige ensuite vers une réduction de la précarité et des inégalités dans l'emploi. La croyance des employeurs dans la valeur du titre scolaire est fortement ancrée en France. À long terme, la baisse du chômage et de la précarité dépendra à la fois des évolutions du droit du travail et d'un retour à une croissance durable.

I Modes de vie

📍 État des lieux

Le mal-logement persiste. Chacun de nos rapports le rappelle, tout comme la Fondation Abbé Pierre. Deux millions de personnes vivent dans un logement inconfortable et 900 000 dans une surface trop petite. Plus grave encore, **près de 300 000 personnes n'ont d'autre logement qu'une place, parfois à la nuit, dans une structure d'accueil** pour les sans domicile ou les demandeurs d'asile.

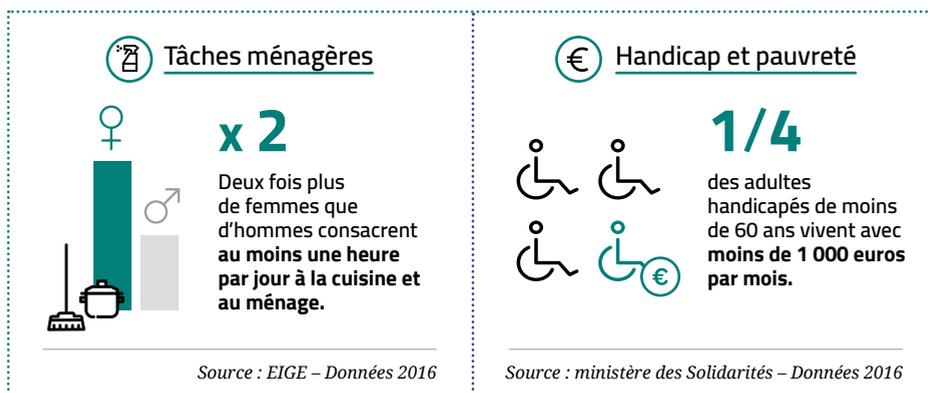
Les conditions de logement sont très inégales selon les niveaux de revenus. **29 % des couples et familles parmi les 10 % les plus pauvres ont un logement trop petit.** Cette part est inférieure à 5 % chez les 10 % les plus riches.

Logement trop petit, tabagisme, accès aux soins et surtout travail éprouvant physiquement : les conditions matérielles de vie ont un effet déterminant sur la santé. **À 35 ans, un ouvrier peut espérer vivre jusqu'à 77,6 ans. Soit six années de moins qu'un cadre supérieur (84 ans).**

Même la vie associative est fortement marquée par le milieu social. 16 % des adhérents d'association sont ouvriers, une proportion légèrement inférieure à leur part dans la population active. **Mais les ouvriers ne constituent que 7 % des présidents d'association. Ils sont près de cinq fois moins nombreux que les cadres supérieurs à ce niveau de responsabilité.**

Des discriminations, à la fois illégales et particulièrement violentes par leur injustice, affectent la vie quotidienne des immigrés et des personnes non blanches. Plus de 500 000 personnes subissent au moins une injure raciste chaque année. Même les services de l'État, censés être exemplaires, sont concernés par les pratiques discriminatoires. 22 % des hommes qui se disent perçus comme Arabes déclarent avoir été contrôlés par la police plus de cinq fois au cours des cinq dernières années, une proportion dix fois plus élevée que celle déclarée par les hommes blancs.

👁 Ce qu'il faut retenir



+ Les tendances

↘ Inégalité en baisse

= Inégalité stable

↗ Inégalité en hausse

Logement



12 % des ménages subissent la précarité énergétique : ils figurent parmi les 30 % les plus pauvres et leurs dépenses d'énergie représentent plus de 8 % de leur budget. Cette proportion a diminué d'1,2 point en six ans, entre 2013 et 2019.

Homophobie



Selon l'enquête de l'Insee auprès de la population, on peut estimer qu'environ **150 000 personnes ont été victimes d'injures homophobes en 2018**. Ce chiffre est plutôt stable depuis dix ans.

Politique



Sur dix maires, deux seulement sont des femmes. À ce niveau de responsabilité, la part des femmes progresse très lentement, de 14 % en 2008 à 20 % en 2020, soit une hausse de six points en douze ans.

Sources : Insee, ministère de l'Intérieur, Observatoire national de la précarité énergétique.

➔ Et demain ?

La crise sanitaire a servi de révélateur d'inégalités préexistantes (logement, travail domestique, etc.). Les choses ne devraient pas s'améliorer d'autant que le ralentissement économique, qui touche en particulier les classes populaires, a et aura un impact sur leurs conditions de vie. La crise sanitaire devrait déboucher sur la mise en place de moyens plus conséquents pour rendre les soins davantage accessibles, mais, déjà, les appels à la baisse des dépenses publiques commencent à se faire entendre. Enfin, au-delà de la violence du débat public, le lent combat contre les discriminations devrait se poursuivre, sauf changement politique majeur. Restons optimistes.